

Ensemble ou séparément : l'Argentine, le Brésil et l'ALENA

l'amorce d'une récession en Argentine. Le gouvernement a réduit ses dépenses et augmenté les impôts. Les compressions budgétaires ont donné de bons résultats, le déficit enregistré au cours du premier trimestre de 1995 ayant été inférieur aux prévisions. Le budget de 1995 prévoit un excédent de 2 milliards de dollars US, une prévision peut-être trop optimiste⁵.

Par contraste, la situation financière du Brésil est nettement moins stable. En raison de la complexité des arrangements financiers en vigueur dans ce pays, il est difficile de déterminer avec précision l'importance du déficit du secteur public. Le gouvernement fédéral a adopté un système de comptabilité compliqué prévoyant la création d'un fonds d'urgence sociale auquel il a recours, un peu au mépris du principe de la transparence, pour interrompre le transfert des recettes fiscales aux États quand la constitution limite sa marge de manoeuvre financière. Ajoutons que les États et les administrations municipales, de même que bon nombre de sociétés d'État, enregistrent d'importants déficits distincts de celui du gouvernement fédéral⁶.

Il est généralement reconnu que la situation financière du Brésil représente le principal obstacle à une véritable réforme. Les recettes du gouvernement augmentent, mais ses dépenses s'accroissent encore plus rapidement. Par ailleurs, beaucoup de dépenses prévues en 1994 ont été remises à 1995 afin d'améliorer l'équilibre budgétaire du Brésil en 1994. On s'attend à ce que le pays enregistre un important déficit en 1995⁷.

⁵ "Argentina: EIU Economic Outlook", Economist Intelligence Unit, Reuter Business Briefing, 10 juillet 1995. Les provinces de l'Argentine constituent un secteur de faiblesse financière. Précisons toutefois qu'en 1994, leur déficit conjugué de 3,7 milliards de dollars ne correspondait qu'à 0,5 % du PIB. La BID a récemment consenti à l'Argentine un prêt de 750 millions de dollars US affecté à la restructuration des banques provinciales, principale source de la faiblesse financière des provinces. Voir "IADB Approves \$750 Million Loan For Argentina", Reuter News Service, 10 mai 1995; "Menem Battles With States to Cut Costs", Economist Intelligence Unit, Reuter Business Briefing, 23 mai 1995.

⁶ Dans son Rapport sur le développement dans le monde 1994, la Banque mondiale estime que le déficit du gouvernement central du Brésil s'est élevé à 1 % du PIB en 1993. Le FMI fait néanmoins l'observation suivante : « ... Les insuffisances de la couverture statistique des administrations régionales et locales obligent à utiliser des données portant sur l'administration centrale. De ce fait, la présentation statistique de l'allocation des ressources entre divers emplois est sujette à de sérieuses distorsions ou sous-estimations, surtout pour les pays dont les administrations régionales et locales jouissent d'une autonomie considérable et sont responsables d'un grand nombre de services économiques et sociaux. » Rapport sur le développement dans le monde 1994, Banque mondiale, 1994, p. 249.

⁷ "Brazil: Economist Intelligence Unit Outlook", Reuter Business Briefing, 5 juin 1995.